



ASSOCIATION SERGE ANTOINE
Semeur d'avenirs et jardinier du temps



Avec le concours du Comité d'histoire du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, du Conseil Général de l'Agriculture et de l'Alimentation (CGAAER) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, et de l'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMED)

DOSSIER DE PRESSE

COLLOQUE INTERNATIONAL « L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT EN MÉDITERRANÉE, HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN »

Mardi 5 juin 2018 - Société de géographie, Paris

Les enjeux environnementaux de la Méditerranée sont-ils suffisamment pris en compte?

A l'occasion de ses 40 ans, le Plan Bleu s'associe à l'association Serge Antoine pour organiser un colloque qui réunira des experts et décideurs internationaux de haut niveau en présence du Ministre de la transition écologique et solidaire (sous réserves) et du Coordonnateur du Plan d'Action pour la Méditerranée. Le colloque permettra d'échanger sur les enjeux et sur les futurs possibles pour cette région.

Contact presse

Pour toute information et demande d'interview, contacter Hélène Rousseaux :
hrousseaux@planbleu.org - tél. 04 92 95 25 28



Le Plan Bleu dessine les principaux enjeux de la Méditerranée du XXIe siècle.....3

Programme du colloque.....4

Dates clés.....5

Le Plan Bleu, un instrument original au service de l'environnement et du développement en Méditerranée.....6

Focus sur quelques activités phare.....7

Depuis 40 ans, de nombreuses publications.....8

La Méditerranée en bref.....9

Un réseau de partenaires.....14

Le Plan Bleu dessine les principaux enjeux de la Méditerranée du XXI^e siècle

Rareté de l'eau, migrations, surexploitation des ressources, pauvreté, la Méditerranée reste plus que jamais une poudrière. Les pays méditerranéens, notamment ceux du Sud, contribuent peu au dérèglement environnemental, mais le subissent de plein fouet avec des conséquences en terme de flux de population, de conflits pour l'accès aux ressources, de catastrophes naturelles, de diminution de la biodiversité, de développement exponentiel des villes. Depuis 40 ans, l'équipe du Plan Bleu produit de l'information afin d'alerter les décideurs sur les risques environnementaux et les enjeux de développement durable en Méditerranée.

A l'initiative de l'association Serge Antoine et du Plan Bleu, Centre d'activités régionales de l'ONU Environnement/Plan d'action pour la Méditerranée (PAM), le colloque « L'environnement et le développement en Méditerranée, hier, aujourd'hui, demain » réunit des experts et décideurs internationaux pour dresser le bilan de quarante années d'actions en faveur du développement durable en Méditerranée, et pour dessiner les principaux enjeux de la Méditerranée du XXI^e siècle. A cette occasion, le Plan Bleu présentera le projet d'étude prospective MED 2050.

La manifestation est organisée en partenariat avec le Comité d'histoire du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, le Conseil Général de l'Agriculture et de l'Alimentation et des espaces ruraux (CGAAER) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et l'Institut de Prospective Économique du Monde Méditerranéen (IPEMED).

Pour en savoir plus : www.planbleu.org



Programme du colloque

08h30 Accueil

09h15 Ouverture

Thierry Lavoux, président du Plan Bleu et Gaetano Leone, coordonnateur de l'ONU Environnement/PAM

9h40-12h40 : Le Plan Bleu : une approche innovante de l'environnement et du développement en Méditerranée ?

Modérateur : Thierry Lavoux.

L'Europe s'est construite dans les années 1950 autour du charbon, de l'acier, puis de l'agriculture. Depuis 1975, les enjeux de pollution marine, puis plus généralement la question d'un avenir compatible avec son développement économique se sont imposés comme fédérant les pays de la Méditerranée. Dans les années 2000, Serge Antoine, initiateur du Plan Bleu, soulignait que la Méditerranée allait mal, avec la crise libanaise, le conflit israélo-palestinien, la pollution par les hydrocarbures, les déchets en mer... Et pourtant il ne cessait d'être optimiste en imaginant une nouvelle initiative de l'Union européenne, concrétisée avec le programme « Horizon 2020 » et la politique européenne de voisinage qui intègre une composante environnementale. Mais la Méditerranée va-elle mieux aujourd'hui ? Ses habitants vivent-ils dans la paix et la sécurité et peuvent-ils envisager leur avenir dans la sérénité ? Quid aujourd'hui des élans politiques des années 2000 alors que la croissance urbaine menace les espaces côtiers, que les pressions sur la pêche mettent en question la durabilité de cette activité, que les besoins en eau ne cessent de croître, que les changements climatiques et le développement non inclusif de l'économie conduisent à des guerres et des migrations de population ?

Interventions de :

- Jacques Theys, Président de l'Association Serge Antoine,
- Bernard Glass, ancien Directeur du Plan Bleu (sous réserve),
- Guillaume Benoit, membre du CGAAER, ancien Directeur du Plan Bleu,
- Mohamed Si Youcef, ancien Directeur général de l'Environnement (Algérie),
- Khalil Attia, ancien Directeur général de l'Environnement (Tunisie),
- Lucien Chabason, ancien Coordonnateur du Plan d'Action pour la Méditerranée,
- Elen Lemaître-Curri, Directrice du Plan Bleu.

14h15-16h20 : Regards prospectifs : une vision partagée en Méditerranée est-elle encore possible ?

Modérateur : Bernard Brillet, comité de conformité - convention de Barcelone.

Qu'il s'agisse de démographie, de croissance urbaine, d'exode rural, de réchauffement climatique, de taux de chômage, les prévisions laissent augurer un avenir difficile pour le bassin méditerranéen. Pourtant, des solutions existent. Cette session évoquera les futurs possibles de la Méditerranée.

Interventions de :

- Georges Corm, ancien Ministre, Professeur à l'Université Américaine et à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth,
- Pierre Blanc, Professeur de géopolitique à Bordeaux sciences agro et Sciences-Po Bordeaux,
- Catherine Pianté, Fonds mondial pour la nature (WWF),
- Yves Henocque, Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer),
- Houria Tazi Sadeq, juriste, Présidente de la Coalition marocaine pour l'eau,
- Mohamed Naciri, géographe, Co-président fondateur de l'ONG internationale ENDA « Environnement, développement et action »,
- Jean-Louis Guigou, Président de l'IPEMED
- Rena Dourou, Gouverneur de l'Attique, représentant la Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM).

16h20-18h : Quelles informations partagées et visions prospectives pour une transition réussie en Méditerranée ?

Modérateur : Guillaume Benoît

Interventions de :

- Mohamed Aït Kadi, Président du Conseil général du développement agricole, Maroc,
- Pascal Bergeret, Directeur de l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAMM)
- Virginie Dumoulin, Directrice des affaires européennes et internationales, Ministère de la Transition Écologique et Solidaire,
- Pierre Duquesne, Ambassadeur, délégué interministériel à la Méditerranée,
- Miguel García-Herraiz, Secrétaire général adjoint Eau & Environnement, Union pour la Méditerranée,
- Yves Henocque, Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer),
- Marie-Hélène Loison, Directrice Méditerranée et Moyen-Orient, Agence française de développement (AFD).

Conclusion de la table ronde : Gaetano Leone, Coordonnateur de l'ONU Environnement/PAM,

18h00 : Clôture

Nicolas Hulot, Ministre de la transition écologique et solidaire (sous réserve)

DATES CLÉS

- 1972 : Conférence des Nations unies sur l'environnement de Stockholm et création du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)
- 1975 : Création du Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM)
- 1976 : Convention de Barcelone pour la protection de la Méditerranée
- 1977 : Création du Plan Bleu
- 1979 : Installation du Plan Bleu dans les Alpes-Maritimes
- 1987 : Rapport Brundtland (Our Common Future)
- 1989 : Publication « Le Plan Bleu : Avenirs du bassin méditerranéen »
- 1992 : Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la Terre de Rio de Janeiro), Agenda 21
- 1994 : Agenda MED 21
- 1995 : Révision de la Convention de Barcelone qui devient Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée – Révision du PAM qui devient PAM II (Plan d'action pour la protection du milieu marin et le développement durable des zones côtières de la Méditerranée)
- 1996 : Création de la Commission méditerranéenne de développement durable (CMDD)
- 2000 : Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) des Nations Unies
- 2002 : Sommet mondial sur le développement durable (Sommet de la Terre de Johannesburg)
- 2005 : Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD)
- 2005 : Publication « Méditerranée : les perspectives du Plan Bleu sur l'environnement et le développement »
- 2006 : Initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre d'ici 2020
- 2008 : Conférence des Parties Contractantes– Almeria – Protocole de gestion des zones côtières
- 2008 : Lancement de l'Union pour la Méditerranée
- 2009 : Rapport « État de l'environnement et du développement en Méditerranée »
- 2015 : Accord de Paris sur le changement climatique (COP 21)
- 2016 : Stratégie méditerranéenne pour le développement durable 2016-2025 (SMDD)
- 2016 : Agenda 2030 des Nations Unies et 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)
-
- 2019 : Rapport sur l'état de l'environnement et du développement
- 2018-2021 : Exercice de prospective MED 2050



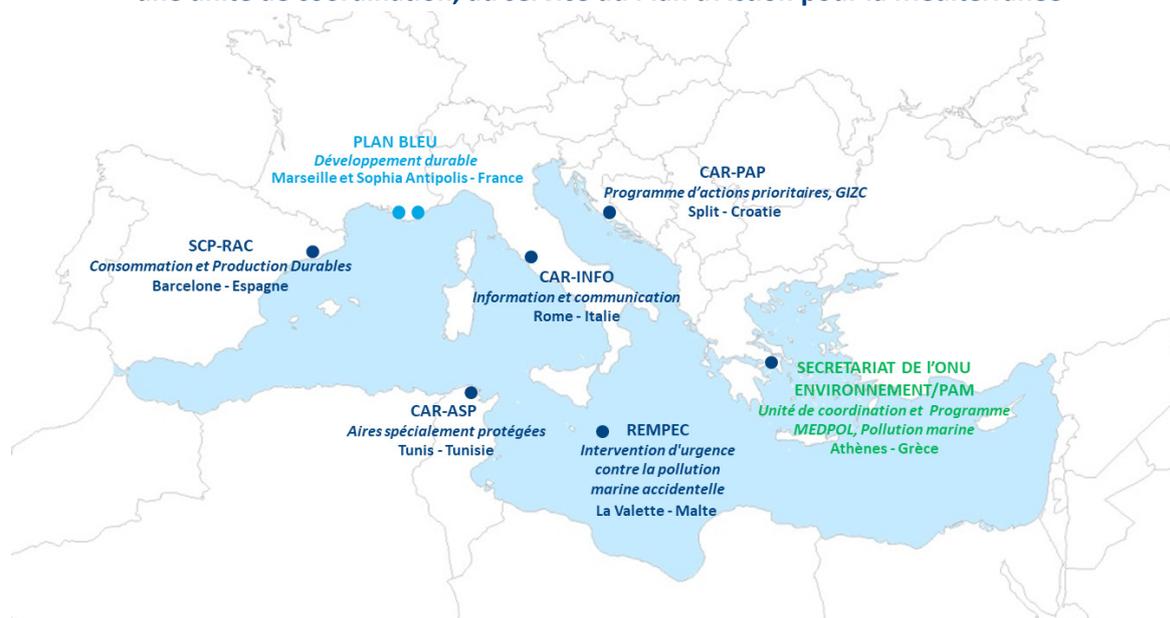
Le Plan Bleu, un instrument original au service de l'environnement et du développement en Méditerranée

Depuis 1975, les pays méditerranéens se sont accordés pour traiter ensemble les questions environnementales et conclure le premier accord de mer régionale sous l'égide de l'ONU Environnement : le Plan d'Action pour la Méditerranée. En 1976, ce Plan d'Action a été renforcé d'un dispositif juridique : la Convention de Barcelone pour la protection de la Méditerranée, devenue en 1995 la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée.

Six centres en Méditerranée

Association de droit français (loi 1901), le Plan Bleu réunit une équipe d'une douzaine de personnes, appuyée par des experts méditerranéens. Le Plan Bleu s'inscrit dans un réseau de six centres d'activités régionales répartis autour du bassin, qui appuient la mise en œuvre du Plan d'Action pour la Méditerranée gérée par l'unité de coordination de l'ONU Environnement/PAM. Il a été créé sur proposition des autorités françaises qui apportent un soutien majeur à son activité. Son budget d'environ 2 M€ est financé principalement par les pays méditerranéens, l'Union européenne et la France. Des contributions de diverses institutions aux travaux et projets communs participent également à son financement.

Six centres d'activités régionales, un programme permanent sur la pollution marine et une unité de coordination, au service du Plan d'Action pour la Méditerranée



Une reconnaissance et une influence internationales

La singularité du Plan Bleu vient d'abord de ses missions axées sur l'observation, les diagnostics et les analyses sur l'environnement et le développement. Mais le Plan Bleu a été aussi très novateur par son approche transversale des enjeux de développement durable, incluant entre autre la dimension culturelle, l'attention portée aux sociétés et aux populations.

Sa connaissance scientifique, les faits et chiffres qu'il produit permettent au Plan Bleu de livrer des analyses argumentées, tournées vers l'avenir. Ses travaux, notamment sur l'économie verte et l'économie bleue, bénéficient d'une réelle influence grâce à son réseau relationnel dans tous les pays riverains de la Méditerranée. Observatoire de l'environnement, centre d'analyses systémiques et de prospective, le Plan Bleu produit des rapports utilisés par des ministères, des administrations, des collectivités, des instituts de recherche, des ONG internationales. Il travaille notamment avec la Commission européenne, l'Agence française de développement, le Fonds français pour l'environnement mondial, la Banque mondiale, la FAO, l'IFREMER, l'OCDE, l'Union pour la Méditerranée.

Dans le contexte mondial du nouveau projet de développement 2030 de l'ONU, le Plan Bleu s'appuie sur les engagements formels des parties contractantes de la Convention de Barcelone.

Dans le contexte méditerranéen actuel, si conflictuel et dramatique, il contribue à des actions de connaissance et de développement concrètes, à une vision apaisée et ambitieuse d'un développement partagé, durable et inclusif.

Ses travaux et son influence s'organisent autour de six axes :

- Observer l'environnement et le développement pour éclairer les décideurs
- Dessiner des futurs possibles pour le développement durable
- Suivre la mise en œuvre de la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable
- Intégrer le changement climatique comme une priorité
- Accompagner la transition vers une économie verte et bleue
- Apporter un éclairage socio-économique pour une gestion appropriée des ressources méditerranéennes

Focus sur quelques activités phares

Rapport sur l'environnement et le développement 2019 (RED 2019)

Le RED 2019 aura comme objectif d'appuyer la prise de décision en fournissant de l'information crédible, objective et approfondie concernant l'état et les évolutions de l'environnement et du développement en Méditerranée. Le RED visera à sensibiliser les parties prenantes, à fournir une base pour une prise de décision informée aux gouvernements et aux organisations internationales.

Les questions centrales qui seront traitées par le RED 2019 sont les suivantes : Quel état, quelle évolution et quelles tendances de l'environnement et du développement en Méditerranée ? Quelles en sont les causes ? Quelles sont les réponses qui y ont été apportées ? Quels sont leurs acquis et leurs limites ? Quelles priorités l'information scientifique permet-elle d'identifier pour les 10 années à venir ? Ce rapport sera le fruit d'un travail d'expertise collective.

MED 2050

En 2017, un mandat a été confié au Plan Bleu par les parties à la Convention de Barcelone pour lancer une nouvelle étude prospective sur l'environnement et le développement en Méditerranée à l'horizon 2050. MED 2050 est un exercice de prospective ambitieux, conçu comme une interface science-politique originale, destiné à mobiliser les décideurs et les parties prenantes du Sud et du Nord en dépassant les frontières géographiques et institutionnelles.

Les travaux seront conduits dans les quatre années à venir. Ils s'appuieront sur des analyses sectorielles existantes et en cours en contribuant à les mettre en perspective dans une approche intégrée, ainsi que sur des dialogues, des partenariats et des visions partagées sur les futurs souhaitables ou désirables de cette région. Les résultats alimenteront le processus de la révision et de la mise en œuvre de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable (SMDD).

Le Plan Bleu soutient le réseau méditerranéen d'experts sur les changements climatiques et environnementaux

Pour apporter aux décideurs les informations qui leur manquent sur les impacts des changements climatiques et environnementaux en Méditerranée, un réseau de scientifiques MedECC (Mediterranean Experts on Climate and Environmental Change) a été créé en 2015. Ce réseau réunit aujourd'hui plus de 380 scientifiques de 31 pays.

Il publiera en 2019 son premier rapport d'évaluation régional et - à l'image du GIEC - un rapport pour les décideurs. Le Plan Bleu accompagne le MedECC, avec l'appui du PAM et de la Fondation Prince Albert II de Monaco depuis 2016. Depuis mai 2018, le Plan Bleu accueille le Secrétariat du MedECC que soutient l'Union pour la Méditerranée. La position institutionnelle unique du Plan Bleu lui permet de faire le lien entre scientifiques et décideurs.

Une économie verte et bleue

L'économie verte a été reconnue comme un passage obligé pour aboutir à un développement durable et inclusif au Nord, au Sud et à l'Est de la Méditerranée. La Stratégie méditerranéenne de développement durable (2016-2025) en fait l'un de ses objectifs clés. Des pays comme le Maroc, le Monténégro et la France en sont leader avec des mutations dans le secteur de l'énergie par exemple. Le tourisme représente dans la région 30% du tourisme international mondial et dans nombre de pays jusqu'à 10% du PIB national.

L'économie bleue s'appuie sur le monde marin et maritime. Elle croît très rapidement, s'inscrit elle aussi dans des ambitions de transition vers plus de durabilité et d'inclusion. Sous ses différents pans (énergies renouvelables, transports, agriculture, biotechnologies...), l'économie bleue représenterait 500 milliards d'euros de valeur ajoutée.

Etat des forêts méditerranéennes 2018

Le Plan Bleu et le Comité *Silva Mediterranea* de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) ont pour objectif de publier régulièrement un état des forêts méditerranéennes en tant que manuel de référence sur les forêts méditerranéennes afin de compenser le manque de données et de fournir une base solide pour la gestion des forêts méditerranéennes à l'avenir. La première édition a ainsi été publiée en 2013.

La deuxième édition sera lancée officiellement le 18 juillet 2018 lors d'un événement parallèle à la 24ème session du Comité des forêts (COFO) et à la semaine mondiale des forêts à Rome.

Le Plan Bleu partage la coordination et la publication de l'ensemble du rapport avec le Comité *Silva Mediterranea* de la FAO.

Depuis 40 ans, de nombreuses publications...

Sur l'environnement et le développement durable



Sur des enjeux tels que : changement climatique, eau, tourisme, forêts, biodiversité...



Sur l'économie verte et bleue, les évaluations socio-économiques, l'interface sciences-politiques ...



Retrouver toutes nos publications sur notre site web : <http://planbleu.org/fr/publications>

La Méditerranée en bref



Stock de carbone estimé à 5 milliards de tonnes

2 Méditerranéens sur 3 vivent dans des espaces urbains

30 % des espèces sont endémiques

Près de 40 % du linéaire côtier artificialisé

80 millions de Méditerranéens en situation de « pénurie » d'eau

19 % des espèces animales sont menacées

La Méditerranée est une écorégion fragile, très sensible au changement climatique, au patrimoine culturel unique et à la biodiversité exceptionnelle. Son développement se concentre sur ses zones côtières, soumises à de multiples pressions. Urbanisation côtière, tourisme de masse, surexploitation et salinisation de l'eau douce, pollution et déchets marins, surpêche, expansion du trafic maritime et espèces envahissantes constituent autant de préoccupations communes.

La région peut toutefois compter sur quarante ans de collaboration sur les questions environnementales, sept protocoles, un réseau d'aires protégées et le réseau d'appui technique du Plan d'action pour la Méditerranée.

Depuis quarante ans, les décideurs considèrent les évaluations partagées comme des conditions clés pour une prise de décision éclairée. Les partenariats jouent un rôle déterminant dans la réalisation de ces évaluations. En 2017, les pays méditerranéens ont demandé au Secrétariat de la Convention de Barcelone de soutenir la préparation d'une nouvelle étude de prospective à l'horizon 2050, en adoptant un processus participatif ambitieux. Les discussions qui ont lieu dans le colloque s'inscrivent dans ce contexte.

Hausse des températures de 2 à 3 °C à l'horizon 2050

3 % des ressources mondiales en eau pour 7 % de la population mondiale

500 millions d'habitants, 7 % de la population mondiale

30 % du tourisme mondial, 1ère destination au monde

73 000 navires de pêche, dont 80 % pour la pêche artisanale

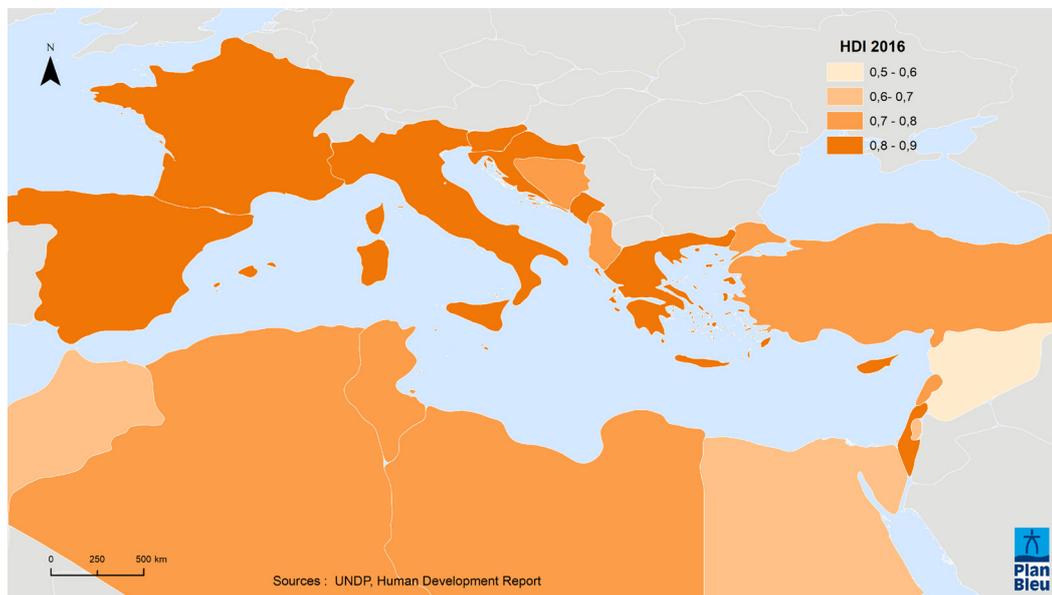
80 % de la pollution marine vient de la terre



La Méditerranée est liée par une histoire commune et des échanges millénaires. Mais cette unité est entamée par de profonds contrastes Nord/Sud.

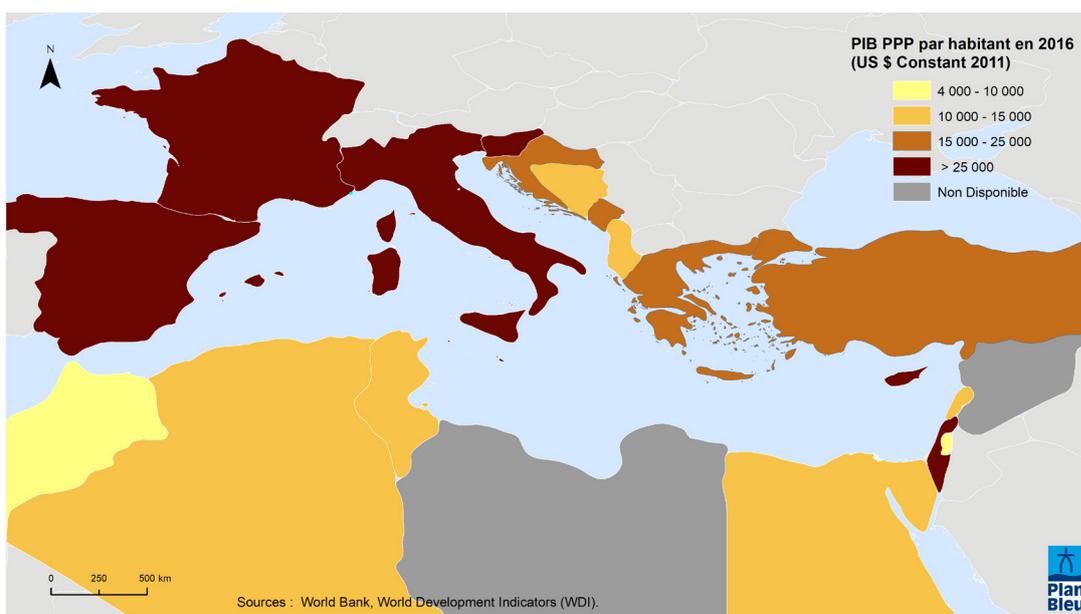
Certains écarts s'estompent, d'autres persistent ou s'accroissent

Depuis 40 ans certaines disparités se résorbent. Des progrès, notamment des politiques environnementales, ont permis de réduire considérablement les fractures sanitaires.

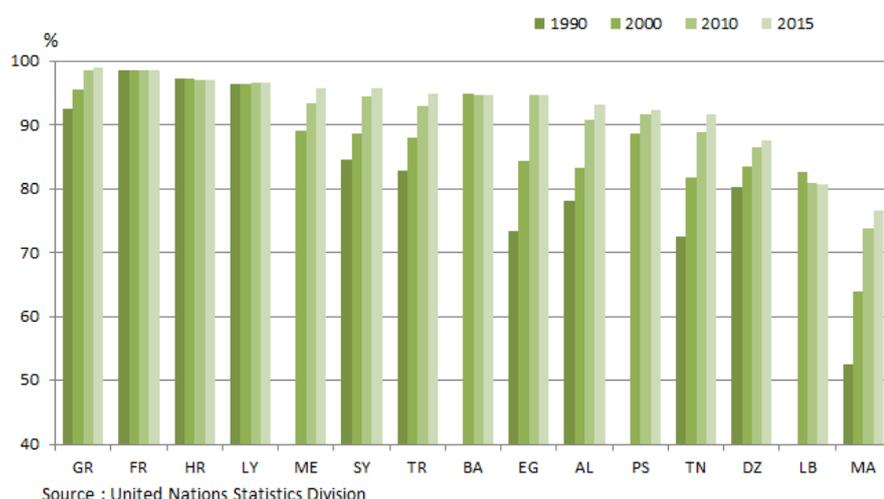


L'espérance de vie et le niveau d'éducation des pays méditerranéens se sont sensiblement rapprochés. La majorité des pays ont en 2016 un IDH supérieur à 0,7. Celui des pays européens méditerranéens est supérieur à 0,8. Le pays le mieux classé est Israël au 21^{ème} rang mondial.

Les taux de croissance du PIB dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sont nettement supérieurs à ceux enregistrés dans les pays méditerranéens de l'UE. Toutefois, ils restent insuffisants pour combler les disparités au vu du taux de croissance élevé de la population. A l'exception de quelques pays qui ont connu une transition réussie, les écarts de revenu moyen par habitant en Méditerranée subsistent et peuvent être très importants, de moins de 5000 US \$ 2011 en Palestine à plus de 38 000 US \$ 2011 en France.



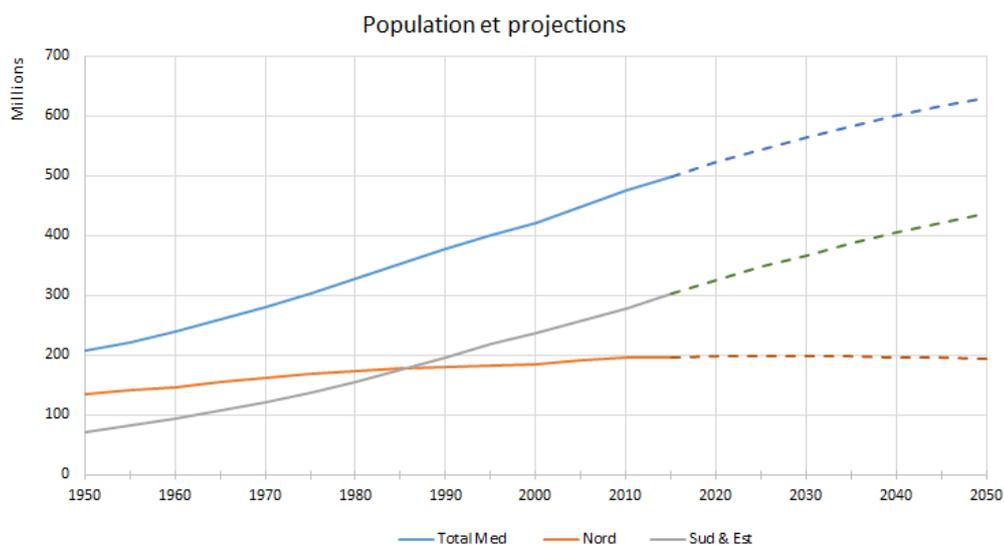
Proportion de la population ayant accès à un système d'assainissement amélioré



En 25 ans, les écarts de taux d'accès à un assainissement adéquat se sont significativement résorbés, contribuant au rapprochement de l'espérance de vie, même si des efforts restent à accomplir. En 2015, la proportion de la population ayant accès à un système d'assainissement adéquat va de 77 % au Maroc à 100% dans la plupart des Pays du Nord de la Méditerranée. Le pourcentage de la population urbaine ayant accès à un système d'assainissement est supérieur à 90 %, sauf au Maroc (84 %) et au Liban (82 %). Environ 27 millions de personnes n'ont toutefois pas encore accès à un système d'assainissement adéquat, et les disparités entre zones urbaines et zones rurales restent importantes.

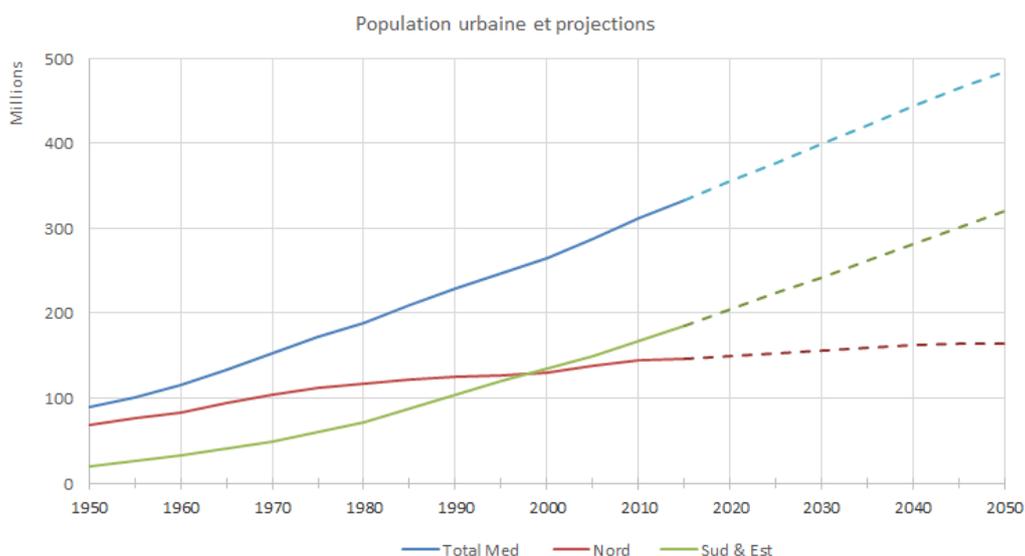
Les évolutions démographiques compliquent les progrès environnementaux

L'accroissement de la population au Sud et à l'Est du bassin, combinée à une urbanisation rapide, complique toutefois les nécessaires progrès environnementaux.



Alors que la population se stabilise au Nord, le Sud et l'Est du Bassin devraient accueillir 130 millions de personnes en plus d'ici 2050. La population des pays du Nord pourra décroître légèrement pour se situer en dessous des 200 millions en 2050. Au Sud et à l'Est, après une forte croissance, la courbe d'évolution de la population devrait s'infléchir pour atteindre 435 millions en 2050, soit plus des deux-tiers de la population du Bassin.

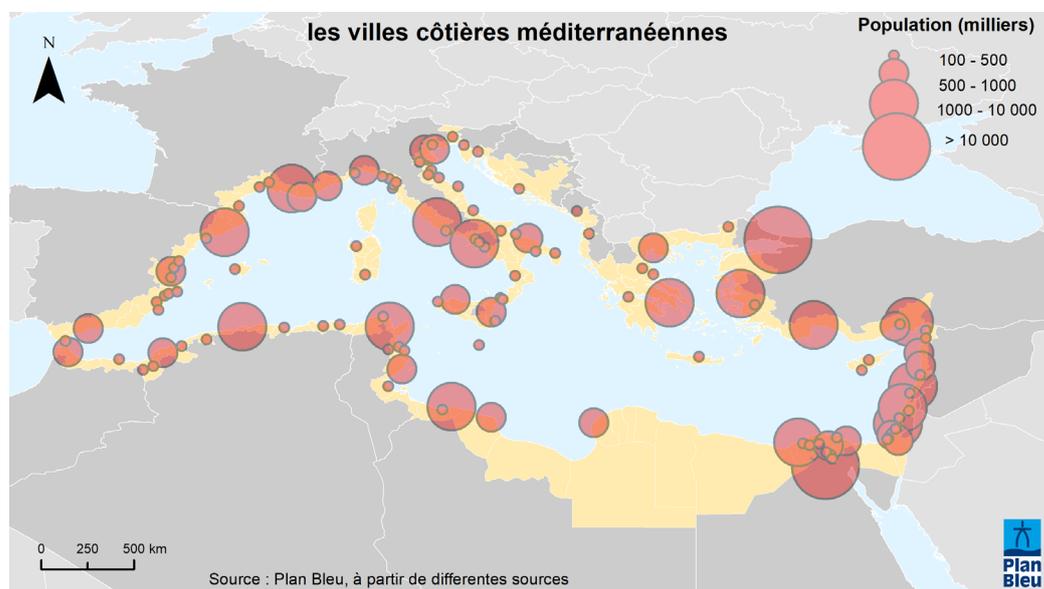
Source : United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017). World Population Prospects: The 2017 Revision, Online Edition.



Les migrations vers les villes devraient se poursuivre au Sud et à l'Est. Avec plus de 130 millions de nouveaux urbains d'ici 2050, les villes des pays de l'Est et du Sud du bassin devraient continuer à s'accroître très rapidement, ces pays devant alors faire face à un doublement de leur population urbaine en 45 ans.

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2018). World Urbanization Prospects: The 2018 Revision, Online Edition.

La population urbaine des pays de la Méditerranée devrait atteindre près de 500 millions en 2050 (l'équivalent de la population totale en 2015) avec un taux d'urbanisation de 77 % (85 % au Nord, 73 % au Sud et Est).



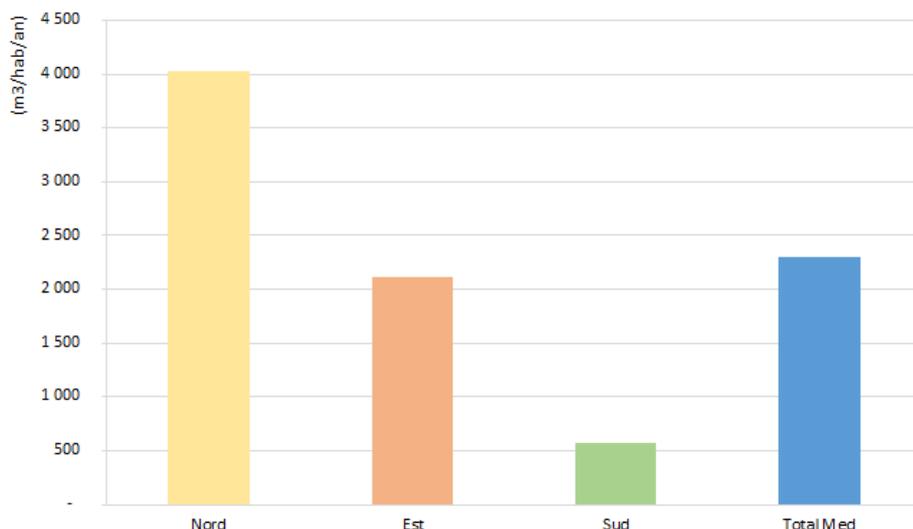
Le changement climatique accentuera des fragilités existantes

Avec la croissance démographique et l'urbanisation au Sud, et le progrès de politiques environnementales au Nord, les enjeux environnementaux se relocalisent. Protéger l'environnement n'est plus un défi du Nord, mais un problème partagé qui appelle une coopération renforcée, des investissements mieux répartis et des échanges technologiques.

Les ressources naturelles et notamment les ressources en eau sont inégalement réparties autour de la Méditerranée. Les pays du Sud disposent de seulement un peu plus de 500 m³ par habitant par an, 4 fois moins que les pays de l'Est et 8 fois moins que les pays du Nord.

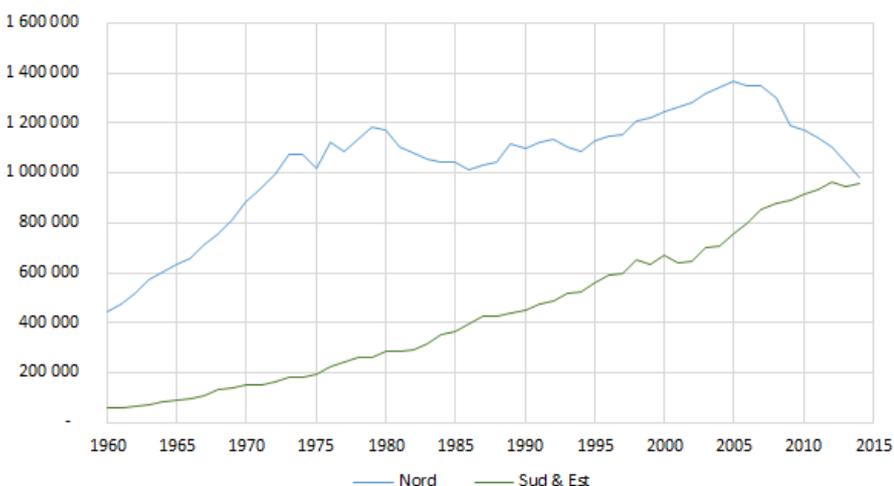
Combinées au changement climatique, les évolutions démographiques viendront accentuer les disparités existantes.

Ressources en eau renouvelables totales par habitant



Source : Aqastat

Emissions de CO₂ (kt)

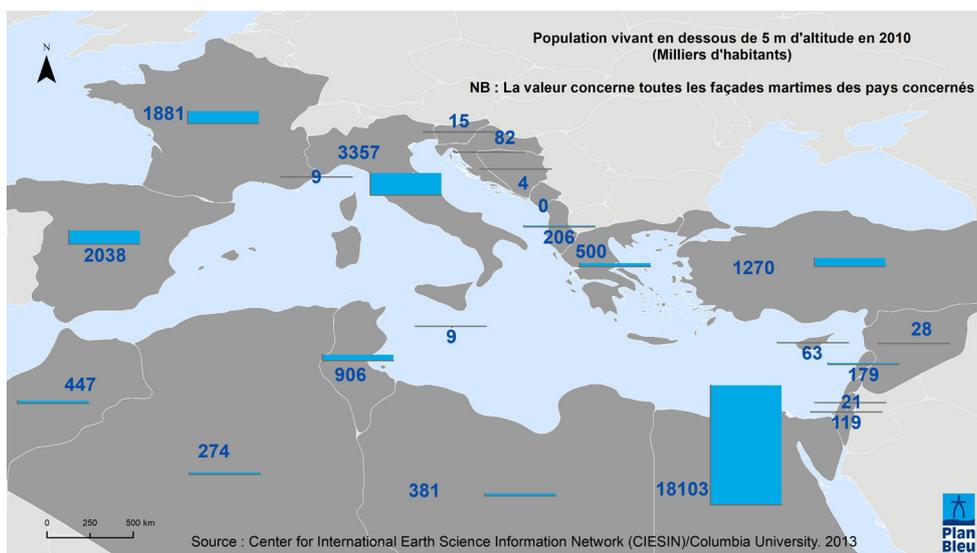


Source : Carbon Dioxide Information Analysis Center

Alors que les émissions de CO₂ des pays méditerranéens de la rive Nord décroissent depuis 2005 après avoir été multipliées par plus de 3 en 45 ans, celles des pays de l'est et du sud continuent à croître pour atteindre un niveau identique à celui des pays du nord : environ 1 Giga tonne de CO₂ par an. Les émissions par habitant, se situant en moyenne entre 4 et 5 tonnes par habitant, restent pour leur part très différenciées selon les pays.

Le changement climatique, dont les effets sont déjà perceptibles en Méditerranée, amplifie les fragilités actuelles et sera un facteur de transformation profonde des décennies à venir.

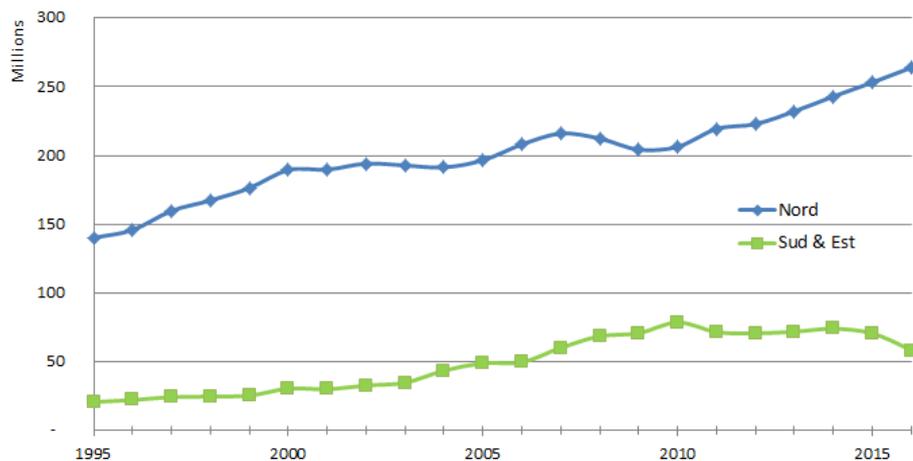
Avec près de 30 millions d'habitants vivant à moins de 5 mètres au-dessus du niveau de la mer, l'exposition aux risques côtiers constitue un défi majeur, en particulier au Sud-Est du Bassin. Bien que les valeurs en pourcentage soient faibles au niveau national, la population vivant à moins de 5 mètres d'altitude est particulièrement importante dans certains sites comme le delta du Nil, la lagune de Venise. L'ensemble des façades ont été considérées dans cette estimation qui devra être affinée pour les seules côtes méditerranéennes.



Les activités liées à la mer se transforment ou doivent se réinventer

Dans le contexte des évolutions économiques, démographiques et climatiques, les activités liées à la mer se transforment ou doivent se réinventer.

Arrivées de touristes internationaux

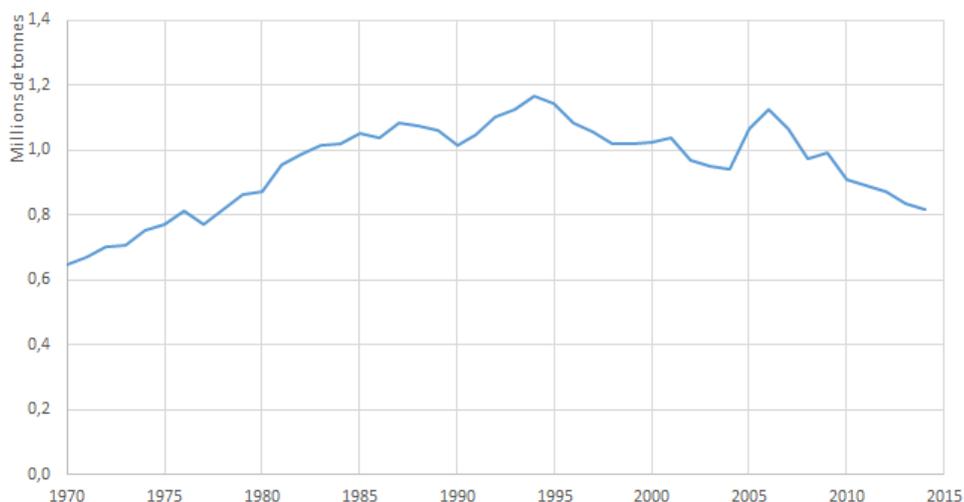


Source : OMT

La Méditerranée reste la première destination au Monde avec près de 30 % des arrivées de touristes internationaux au niveau national avec un doublement en 20 ans pour atteindre plus de 320 millions d'arrivées en 2016. Ce nombre pourrait passer à 500 millions en 2025 dont la moitié fréquenterait les côtes méditerranéennes. Cette croissance est depuis 2010 concentrée dans les pays du Nord (260 millions en 2016) alors que le nombre d'arrivées dans les pays du Sud continue à baisser depuis 2010 autour de 55 millions en 2016.

Les captures ont augmenté jusqu'à 1994 avec 1,1 millions de tonnes puis décliné irrégulièrement pour atteindre 0,8 millions de tonnes en 2014. Les captures de 5 pays (Algérie, Grèce, Italie, Espagne, Tunisie et Turquie) représentent environ 80 % du total.

Captures totales des pêches en Méditerranée



Source : FAO (Fishstat) et CGPM

Les analyses du Plan Bleu concernent les pays et territoires riverains de la Méditerranée figurant dans le tableau ci-dessous, ainsi que des groupements de pays des rives Nord, Sud et Est.

Codes ISO2	Pays	Régions
ES	Espagne	NORD
FR	France	NORD
IT	Italie	NORD
GR	Grèce	NORD
MC	Monaco	NORD
MT	Malte	NORD
CY	Chypre	NORD
SI	Slovénie	NORD
HR	Croatie	NORD
BA	Bosnie-Herzégovine	NORD
ME	Monténégro	NORD
AL	Albanie	NORD
TR	Turquie	EST
SY	Syrie	EST
LB	Liban	EST
IL	Israël	EST
PS	Palestine	EST
EG	Egypte	SUD
LY	Libye	SUD
TN	Tunisie	SUD
DZ	Algérie	SUD
MA	Maroc	SUD

Un réseau de partenaires

Composantes du Plan d'Action pour la Méditerranée

PAM (Plan d'Action pour la Méditerranée)
MEDPOL (Programme d'Evaluation et de Maitrise de la Pollution Marine en Méditerranée)
CAR-INFO (Centre d'Activités Régionales pour l'Information et la Communication), Rome, Italie
CAR-ASP (Centre d'Activités Régionales pour Les Aires Spécialement Protégées), Tunis, Tunisie
CAR-PAP (Centre d'Activités Régionales du Programme d'Actions Prioritaires), Split, Croatie
CAR-CPD (Centre d'Activités Régionales pour la Consommation et la Production Durables), Barcelone, Espagne
REMPEC (Centre Régional Méditerranéen pour l'Intervention d'Urgence contre la Pollution Marine Accidentelle), Valetta, Malte

Autres partenaires

Ademe (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie)
AEE (Agence Européenne pour l'Environnement)
AFD (Agence Française de Développement)
AFED (Arab Forum for Environment and Development)
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse
AIFM (Association Internationale Forêts Méditerranéennes)
ASCAME (Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée)
Association Serge Antoine
Banque mondiale
BEI (Banque Européenne d'Investissement)
CIHEAM (Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes)
CMI (Centre de Marseille pour l'Intégration en Méditerranée)
Conseil Départemental des Alpes-Maritimes
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
EFIMED (Mediterranean Regional Office of the European Forest Institute)
ENSSMAL (Ecole Nationale Supérieure des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral, Alger)
ESCWA-Nations Unies (United Nations Economic and Social Commission for Western Asia)
FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)
FEMIP (Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat)
FEMISE (Forum euroméditerranéen des instituts de sciences économiques)
FFEM (Fond Français pour l'Environnement Mondial)
Fondation MAVA
Fondation Prince Albert II de Monaco
Forêt Méditerranéenne
GFN (Global Footprint Network)
GIZ (Agence allemande de coopération)
GWP-Med (Global Water Partnership Mediterranean)
Ifremer (France)
IME (Institut Méditerranéen de l'Eau)
IPEMED (Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen)
Ministère de l'Agriculture, et de l'Alimentation
Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
MEDCOAST (Mediterranean Coastal Foundation)
MedPAN (Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée)
MEDWET (Mediterranean Wetlands Initiative)
Météo-France
MIO-ECSDE (Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development)
OIEau (Office International de l'Eau)
OME (Observatoire Méditerranéen de l'Energie)
OMT (Organisation Mondiale du Tourisme)
ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques)
OSS (Observatoire du Sahara et du Sahel)
PFE (Partenariat Français pour l'Eau)
SEMIDE (Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau)
Tour du Valat
UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) - Centre de Coopération pour la Méditerranée
UpM (Union pour la Méditerranée)
Ville de Marseille
WWF MedPO (World Wild Fund -Mediterranean Programme Office)